

**Direction générale adjointe  
Prévention, Autonomie et Vie Sociale  
Équipement, Contrôle et Tarification  
des Établissements et Services Sociaux  
et Médico-Sociaux**

**Arrêté n° 356 /2023  
fixant à compter du 1<sup>er</sup> août 2023  
le prix de journée à l'établissement d'accueil médicalisé  
à Aubigny sur Nère géré par la Fondation ANAIS**

**Le président du Conseil départemental,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé,

Vu la loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'arrêté n° 88/2023 du 7 février 2023 portant délégation de fonctions à Madame Sophie BERTRAND, vice-présidente du Conseil départemental, en charge de l'enfance, de la famille et du handicap,

Vu la délibération n° AD-0366/2022 du Conseil départemental du 17 octobre 2022 fixant les taux d'évolution des budgets 2023 des établissements sociaux et médico-sociaux,

Considérant la proposition de prix de journée présentée par l'établissement au titre de l'exercice 2023, les documents annexés et après procédure contradictoire,

**ARRETE :**

**Article 1** : les dépenses prévisionnelles sont autorisées comme suit :

	<b>Groupes fonctionnels</b>	<b>Montants</b>	<b>total</b>
<b>Dépenses</b>	<b>Groupe 1</b> : dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>241 223,13 €</b>	
	<b>Groupe 2</b> : dépenses afférentes au personnel	<b>600 532,18 €</b>	
	<b>Groupe 3</b> : dépenses afférentes à la structure	<b>190 999,95 €</b>	<b>1 032 755,26 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
18-2023-00014-2023-07-23-24  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

**Article 2** : le prix de journée est fixé à compter du **1<sup>er</sup> août 2023** à **133,67€**.

**Article 3** : à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2024**, dans l'attente de la tarification définitive, le prix de journée est fixé à **115,23 €**.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié au président du directoire de la Fondation ANAIS.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>). En cas d'urgence, le présent arrêté sera préalablement affiché à l'accueil de l'hôtel du Département (dont le siège se situe : 1 place Marcel Plaisant – 18000 BOURGES Cedex, et, dont les horaires d'ouverture de l'accueil au public sont : 8h30-12h00 / 13h30-17h00, du lundi au vendredi).

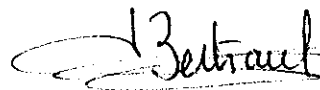
**Article 6** : Le directeur général des services, la directrice de l'établissement et le comptable public assignataire du Département du Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** : Le présent arrêté peut, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental du Cher, (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES CEDEX). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes (Cour administrative d'appel de Nantes, 2 place de l'Edit de Nantes, BP 18529, 44185 NANTES CEDEX 4).

En cas de rejet du recours gracieux formulé, dans le délai précité, ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai d'un mois (rejet implicite) un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes peut également être formé contre cette décision dans un délai d'un mois à compter du rejet.

A BOURGES, le **10 JUIL. 2023**

Pour le président et par délégation,  
La 4<sup>ème</sup> vice-présidente, chargée de  
l'enfance, de la famille et du handicap



**Sophie BERTRAND**

Acte transmis au contrôle de légalité le : **10 JUIL. 2023**

Acte affiché le :

Acte publié le : **10 JUIL. 2023**

Acte transmis au comptable public assignataire le : **10 JUIL. 2023**

Acte notifié le : **10 JUIL. 2023**